



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Générale
des Territoires et de la Mer**

MARCHÉ DE L'ÉTAT AVEC PROCÉDURE ADAPTÉE MAPA ÉTUDES

Règlement de la consultation (RC)

Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1
du code de la commande publique

MARCHÉ PUBLIC DE « Améliorer les pratiques de carénage en Guyane »

Règlement de consultation (RC)

Consultation n° DGTm973-DMLF26-DIR0001

**Pouvoir adjudicateur : Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des
Négociations internationales sur le climat et la nature**

Représentant du pouvoir adjudicateur : Direction Générale des Territoires et de la Mer

Date limite de dépôt des offres : 06/02/2025 à 12:00 (UTC-3), heure de Guyane française

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.1 – Objet.....	3
1.2 – Code CPV.....	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 – Dossier de consultation.....	3
2.2 – Décomposition en tranches et en lots.....	3
2.3 – Procédure de passation.....	3
2.4 – Délais d'exécution.....	3
2.5 – Délai de validité des offres.....	4
2.6 – Variantes.....	4
ARTICLE 3 : INFORMATION DES CANDIDATS.....	4
3.1 - Modalités de retrait et de consultation des documents.....	4
3.2 – Demande de renseignements et questions.....	4
3.3 – Prolongation du délai de réception des offres.....	4
3.4 – Modification de la consultation.....	4
ARTICLE 4 – PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
ARTICLE 5 – CRITÈRES DE SÉLECTION ET EXAMEN DES OFFRES.....	6
5.1 – Examen des offres.....	6
5.2 – Critères de sélection jugement des offres.....	6
5.3 – Négociation.....	8
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES.....	8
ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	8

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 – Objet

L'étude vise à caractériser les pratiques actuelles de carénage en Guyane et engager une démarche pour améliorer ces pratiques. Elle répond à l'action 21 du document stratégique de bassin maritime, dans le cadre de l'objectif II.3.3 « réduire les apports de contaminants bactériologiques, chimiques et atmosphériques ».

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières est un marché de services – prestations intellectuelles.

1.2 – Code CPV

La classification CPV (vocabulaires commun pour marché public) est la suivante :

- Descripteur principal : 90711000-4 « Évaluation de l'impact sur l'environnement autre que pour la construction ».

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Dossier de consultation

Le dossier de la consultation est composé des pièces suivantes :

- Le présent *Règlement de la Consultation* (RC) ;
- L'*Avis d'appel à la Concurrence* (AAPC) ;
- Le *Cahier des Clauses Particulières* (CCP) et ses annexes ;
- Le *Cahier des Clauses Administratives Générales*, applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles est consultable via le lien ici : [Arrêté du 30 mars 2021](#) ;

2.2 – Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas alloti, l'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes. Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranche ferme : État des lieux, identification des besoins et préconisations, création de support de communication.

Tranche optionnelle : Prélèvements de sédiments et analyses de contamination.

2.3 – Procédure de passation

La procédure de passation utilisée pour ce marché est la procédure adaptée selon les dispositions des articles L 2123-1 et R 2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique.

2.4 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations de la tranche ferme est de 9 mois maximum à compter de la date de sa notification. Le titulaire prend toutes ses dispositions pour exécuter les prestations conformément au descriptif technique indiqué dans le CCP.

2.5 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à trente jours (30) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.6 – Variantes

Les variantes à l'initiative du candidat sont autorisées dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 3 : INFORMATION DES CANDIDATS

3.1 - Modalités de retrait et de consultation des documents

Le dossier de consultation est mis à disposition des opérateurs économiques sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il peut également être mis à disposition sur demande par mail aux adresses mail suivantes en destinataire :

- secretariat-cmu@guyane.gouv.fr et avec en copie aurelie.lotte@guyane.gouv.fr et benedicte.durand-mennesson@guyane.gouv.fr

3.2 – Demande de renseignements et questions

Durant la phase de consultation, si la compréhension de certains éléments du dossier nécessitait des compléments d'information, la demande explicite devra être formulée uniquement par écrit au plus tard six jours avant la date limite de remise des offres, aux adresses électroniques mentionnées au 3.1 du présent RC.

Les réponses aux différentes questions seront transmises aux candidats, sous réserve que les demandes aient été faites en temps utiles, au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres, conformément à l'article R.2132-6 du Code de la Commande Publique.

3.3 – Prolongation du délai de réception des offres

Dans le cas où une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie dans les délais prévus, ou lorsque des modifications importantes des documents de la consultation ont été apportées, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées, et ce, conformément à l'article R.2151-4 du Code de la commande publique.

3.4 – Modification de la consultation

La DGTM se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation jusqu'à 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

En cas de modification du dossier de consultation, les mises à jour seront transmises dans les mêmes conditions que celles ayant été choisies par chaque soumissionnaire pour l'obtention du DCE.

Les candidats devront répondre à la consultation sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation sur le sujet.

Dans le cas où le candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de dépôt des offres.

ARTICLE 4 – PRÉSENTATION DES OFFRES

Les offres des soumissionnaires, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigés en langue française.

L'unité monétaire est l'euro. Toute offre ne respectant cette exigence sera déclarée irrégulière et rejetée, par l'acheteur.

Les candidats auront à produire, sous peine de nullité, les documents suivants :

a) Les pièces relatives à la candidature :

Le soumissionnaire doit transmettre les documents et renseignements suivants (téléchargeables au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

- lettre de candidature ou formulaire DC1 ou équivalent, dûment rempli, et daté.
Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le formulaire DC1 sera complété par chaque membre du groupement.
En cas d'attribution du marché à un groupement d'opérateurs économiques, un document d'habilitation devra être signé par chacun des membres du groupement lors de la phase d'attribution ;
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 ou équivalent, dûment rempli et daté ;
- La demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement (formulaire DC4), le cas échéant comprenant la part des prestations que le soumissionnaire à l'intention de sous-traiter ;

b) Les pièces relatives à l'aptitude et les capacités du soumissionnaire :

- Copie du jugement prononcé si le soumissionnaire est en redressement judiciaire ;
- Pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le soumissionnaire ;
- Attestation d'assurance pour les risques professionnels et de responsabilité civil garantissant la couverture de la prestation ;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants (références) ;

c) Les pièces relatives à l'offre :

- Le CCP, **paraphé** à chaque page, **daté et signé** ;
- Une mémoire méthodologique présentant les dispositions que le soumissionnaire se propose d'adopter pour l'exécution du marché et notamment :
(1) les compétences du prestataire (avec CV et qualifications professionnelles) et de l'équipe,

- (2) contenu de la prestation et méthodologie détaillée,
- (3) calendrier de réalisation ;
- Un planning prévisionnel comprenant les délais d'exécution.
- Un devis estimatif détaillé et décomposé par type de dépense (dont journées de prestation, frais divers, etc.) ;
- Et tout autre élément nécessaire à la compréhension de l'offre du prestataire ;

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur la nécessité de présenter un dossier (candidature + offre) complet.

À l'issue de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur transmettra au soumissionnaire retenu l'acte d'engagement qu'il devra lui retourner daté et signé par la personne habilitée à engager la société.

ARTICLE 5 – CRITÈRES DE SÉLECTION ET EXAMEN DES OFFRES

5.1 – Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

5.2 – Critères de sélection jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R2152-6 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres de la meilleure (note la plus proche de 100) à la moins bonne (note la plus proche de 0).

Après classement des offres conformément aux critères définis ci-avant, l'offre la mieux-disante est choisie par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

La pondération des critères est la suivante :

CRITÈRE D'ÉVALUATION	PONDÉRATION
<p>La valeur de la proposition technique et organisationnelle au regard du mémoire technique une note sur 10 sera attribuée sur la base des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Qualité technique de l'offre : 9 points ; <ul style="list-style-type: none"> - méthode de l'évaluation : 4 points ; - réponse aux objectifs de l'évaluation : 3 points ; - méthode de consultation des acteurs et organisation de l'évaluation en lien avec le maître d'ouvrage et le pilote : 2 points ; Présence de proposition additionnelle pertinente : 1 point. 	40 %
<p>Les références de l'équipe proposée et les moyens mis à disposition au regard du mémoire technique une note sur 10 sera attribuée sur la base des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Composition de l'équipe et adéquation de l'expérience et de la compétence avec chacune des activités : 3 points ; Compétence scientifique et expertise mobilisable : 4 points ; Moyens techniques dédiés à la mission : 3 points. 	30 %
<p>Le prix au regard du bordereau des prix :</p> <p>Une note sur 10 sera attribuée sur la base du critère suivant : offre économiquement la plus avantageuse sous condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.</p> <p>Dix (10) points seront attribués à l'offre la moins-disante parmi les offres recevables.</p> <p>Les notes des offres acceptables seront attribuées à partir de la formule suivante : note du prix = 10 – 10X dans laquelle X = (<i>offre examinée – offre la moins chère</i>) / <i>offre la moins chère</i></p>	30 %

5.3 – Négociation

Après une première analyse des offres sur la base des critères de jugement, et après élimination des offres inappropriées, l'acheteur se réserve le droit de négocier.

L'absence de réponse d'un soumissionnaire à cette invitation dans le délai imparti emportera le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes

Le RPA se réserve également le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES

L'offre et la candidature doivent être transmises sous forme dématérialisée, par mail **IMPÉRATIVEMENT** à l'adresse mail suivantes : secretariat-cmu@guyane.gouv.fr, avec en copie aurelie.lotte@guyane.gouv.fr et benedicte.durand-menesson@guyane.gouv.fr

L'offre devra contenir l'ensemble des pièces indiquées à l'ARTICLE 4 – présentation des OFFRES et devra parvenir à la DGTM de Guyane avant le **06/02/2026 à 12:00 (UTC-3), heure de Guyane française.**

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements administratifs et techniques peuvent être obtenus auprès de la Direction de la mer, du littoral et des fleuves de la Direction Générale des Territoires et de la Mer de Guyane :

DGTM Guyane

Direction de la mer, du littoral et des fleuves

CS 57008

97307 CAYENNE CEDEX

secretariat-cmu@guyane.gouv.fr